

LECO

de la semaine

02 au 08 Août 2025



SOMMAIRE

Baisse du prix des carburants - Un répit pour les consommateurs	2
Harena an-kibon'ny tany : Nadika amin'ny teny anglisy sy sinoa ny lalàna	2
Destination Madagascar - La fréquentation touristique repart à la hausse	3
Pack Riz 2025 : Promotion d'une formation de masse des producteurs.....	3
15% de droits de douane : « Un succès diplomatique », selon Lantosoa Rakotomalala	4
Usine Star d'Ambatolampy : la SADC salue l'excellence industrielle malgache	4
Accès au financement : la CSBF consulte le secteur privé	5
Foire aux crédits - L'accès au financement facilité	5
Investissement - Le Code minier s'ouvre à l'international	6
Emballage - L'Enduma cible le marché régional	7
Économie rurale : Lancement d'un élevage de tilapias hors sol à Ankily, dans l'Ihorombe.....	7
Automobile - Les véhicules asiatiques dominent le marché de l'occasion.....	7
Plateforme eForm : Vers une digitalisation des formalités de voyage à Madagascar.....	8
Banky Foiben'i Madagasikara : le taux directeur maintenu à 12,00%.....	8
Mémoire d'études sur les pommes : le manque d'infos est un obstacle à l'exportation.....	9
Menabe : Mahatratra 21 000 t ny vokatra tsaramaso.....	9
Conjoncture - La BFM maintient le taux directeur à 12%	10
Fier-Mada 26 ^e édition : une vitrine dynamique pour dynamiser l'économie rurale	10
Crédits bancaires : pas de TVA pour les intérêts de prêt personnel.....	11
Orinasa QMM : 858 000 dolara ho an'ny tontolo iainana	11
Chine : le commerce extérieur solide en juillet, déjouant les prévisions	12
Les nouveaux droits de douane américains voulus par Donald Trump entrent en vigueur.....	13

Baisse du prix des carburants - Un répit pour les consommateurs

IRINA TSIMIJALY | 02 AOÛT | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

En ce mois d'août, à Madagascar, les prix des carburants baissent légèrement grâce au mécanisme d'ajustement automatique, offrant un répit aux consommateurs, malgré un contexte économique mondial incertain.

Depuis le 1^{er} août, les prix à la pompe connaissent une légère accalmie. Grâce au mécanisme d'ajustement automatique, les trois principaux carburants distribués dans le pays — essence, gasoil et pétrole lampant — voient leurs tarifs baisser, apportant un peu de soulagement aux consommateurs.



L'essence sans plomb passe ainsi de 5 320 à 5 120 ariary le litre, soit une diminution de 200 ariary. Le gasoil suit la même tendance, reculant de 4 900 à 4 700 ariary. Le pétrole lampant, très utilisé dans les zones rurales, enregistre une baisse de 170 ariary, son prix passant de 3 380 à 3 210 ariary.

Cette évolution s'inscrit dans le cadre du système d'ajustement automatique instauré en janvier 2025, qui prévoit une révision mensuelle des prix à la pompe. Le dispositif repose sur la règle dite du « M-2 », qui prend en compte les cours du pétrole brut sur le marché international avec un décalage de deux mois. Ainsi, les prix d'août reflètent ceux du mois de juin. Toutefois, ces révisions sont encadrées par une limite de variation de 200 ariary par litre, afin d'éviter des hausses ou baisses trop brutales.

Autre paramètre influent : le taux de change. Une dépréciation de l'ariary face au dollar peut atténuer l'impact positif d'une baisse du baril, le pétrole étant coté en dollars.

Sur le terrain, les conducteurs expriment leur satisfaction. Pascal, chauffeur de taxi-moto, se réjouit : « Ce mois-ci, on va pouvoir économiser un peu. L'essence, c'est notre dépense principale, et jusqu'ici, on a été relativement épargnés. On gagne jusqu'à 8 000 ariary par jour sur le carburant. Espérons que ça dure. »

Tendance similaire

Jean Yves, qui opère sur la ligne 137, se montre plus réservé : « On va voir ce que ça donne à la fin du mois, mais c'est toujours bon à prendre. »

À l'échelle mondiale, la tendance est similaire. Cette baisse des prix ne se limite pas à Madagascar. Aux États-Unis, par exemple, les prix de l'essence ont légèrement diminué, passant de 3,29 à 3,25 USD le gallon, tandis que ceux du diesel ont connu une hausse en juin avant de se stabiliser fin juillet.

Les prix mondiaux restent néanmoins soumis à de fortes incertitudes, liées aux tensions géopolitiques, aux sanctions économiques — notamment sur le pétrole russe — et à des niveaux de stock historiquement bas, en particulier en Europe.

Un économiste malgache avertit cependant : « Le pétrole est coté en dollars. Comme le dollar est relativement bas en ce moment, cela tire les prix vers le bas. Mais cette situation n'est pas totalement favorable pour notre pays. Nos recettes fiscales liées au secteur pétrolier sont importantes, et la loi de finances s'appuie sur des prévisions de prix plus élevées. Si la tendance se poursuit, cela pourrait fragiliser notre équilibre budgétaire. »

Harena an-kibon'ny tany : Nadika amin'ny teny anglisy sy sinoa ny lalàna

NJAKA ANDRIANTEFIARINESY | 02 AOÛT | LES NOUVELLES

Miditra amin'ny tontolo niomerika ny sehatry ny harena ambanin'ny tany. Misy ny pejy site web ho an'ny rafitra EITI, ary voadika amin'ny teny anglisy sy sinoa ny lalàna vaovao.

Manohana ny fampiroboroana ny niomerika ny masoivoho amerikanina eto amintsika. Nampahafantarina, omaly, teny amin'ny MBC Ivato, ny pejy site web an'ny Rafitra iraisam-pirenena hametrahana ny fitantanana mangarahara ny fitrandrahana ambanin'ny tany vaventy (EITI) eto Madagasikara. Vovonana ahafahan'ireo orinasa vaventy mpitrandraka manao ny fanambarana mivantana amin'ny internet (télédéclaration) ny lafiny ara-ketra sy ny haba any amin'ny rafi-panjakana mahefa.

Natolotra tamin'ity fotoana ity koa ny boky mirakitra ny lalàna vaovao mifehy ny harena an-kibon'ny tany, izay nohavaozina tamin'ny taona 2023, nadika amin'ny teny

anglisy sy sinoa. Nilaza ny tale mpanatanteraka (DE) ny EITI, Marc Sergio Clerc, fa ny firenena miteny anglisy no voalohany, ary faharoa ny miteny sinoa, amin'ireo orinasa na mpandraharaha mitrandraka ny harena an-kibon'ny tany eto Madagasikara.

Niakatra 44% ny fanondranana

Nohamafisin'ny ambasadaoro amerikanina, Rtoa Pierangelo Claire, fa mandray anjara amin'ny fampiroboroana ny mangarahara amin'ny indostrian'ny harena ambanin'ny tany, fampiasana ny teknolojia niomerika ny masoivohon'i Etazonia. Hanampy betsaka amin'ny

fanomanana ny fanoavana tatitry ny EITI. Nomarihiny fa avy amin'ny sehatry ny harena an-kibon'ny tany ny 4,5% ny vokatry anatin'ny ankapobeny (PIB) eto Madagasikara, tato anatin'ny 10 taona farany. Tafakatra 44% ny anjaran'ity sehatra ity amin' ny fanondranana any ivelany ny taona 2022, raha 23% ny taona 2020.

Nampahatsiahiviny ny hafatra nomeny nandritra ny diany tany Toliara farany teo, nilazany, fa tsy maintsy manaja ny lalàna amerikanina sy ny an'ny firenena iasany ny orinasa amerikanina.

Destination Madagascar - La fréquentation touristique repart à la hausse

IRINA TSIMIJALY | 04 AOÛT | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Avec plus de cent cinquante mille visiteurs entre janvier et juin 2025, Madagascar connaît une reprise touristique, portée par des événements internationaux, mais dont la stabilité reste incertaine.

Après des années de recul sous l'effet de la pandémie, Madagascar renoue avec la croissance touristique. Plus de 150 000 visiteurs ont été recensés entre janvier et juin 2025, selon les dernières statistiques publiées par le ministère du Tourisme et de l'Artisanat. Un chiffre en nette progression, porté par la multiplication des événements internationaux et une volonté affichée des autorités de relancer le secteur.

Janvier a ouvert l'année avec 30 263 arrivées. Un repli s'est fait sentir en février et mars, avant que la tendance ne s'inverse en avril, où le pays a accueilli 32 483 visiteurs. Cette dynamique permet à la Grande Île de dépasser les niveaux d'avant-crise : en 2019, 125 733 touristes avaient été enregistrés au premier semestre. L'année dernière encore, seuls 96 316 voyageurs avaient choisi la destination au cours des six premiers mois. Même comparé à 2024 (147 822 visiteurs), le rebond est confirmé.

Le ministère précise que ce total agrège aussi bien les entrées par avion que les croisiéristes, incluant les titulaires de visas touristiques et les passagers de croisières.

Événements et enjeux de la relance

À l'origine de ce regain figure un contexte d'initiatives conjointes menées par les pouvoirs publics et les acteurs privés. Plusieurs manifestations économiques et politiques d'ampleur internationale se sont tenues sur l'île depuis le début de l'année. « Cette année, nous avons

accueilli plusieurs événements professionnels, des salons, des rencontres B2B. Cela a un impact direct sur le tourisme », note une responsable du ministère.



Le sommet de la SADC, attendu prochainement, s'annonce comme un temps fort. « Plus de 500 journalistes étrangers seront présents. C'est une occasion unique de promouvoir Madagascar à l'international », ajoute-t-elle. À l'occasion du sommet, des expositions artisanales et des circuits touristiques thématiques sont en préparation, à Antananarivo comme dans d'autres régions.

Les recettes générées par le tourisme pour 2024 s'élèvent à 780 millions de dollars, selon le ministère. Mais la transformation durable du secteur reste un défi. « Pour cela, il faut encore améliorer les routes nationales, professionnaliser davantage le secteur et moderniser les services touristiques », analyse un responsable du secteur.

Reste à savoir si le second semestre confirmera ce sursaut.

Pack Riz 2025 : Promotion d'une formation de masse des producteurs

NAVALONA R. | 04 AOÛT | MIDI-MADAGASIKARA

Madagascar ambitionne de devenir le grenier à riz et un modèle de développement rizicole durable pour l'Afrique subsaharienne d'ici 2030, dans le cadre de la mise en œuvre de sa Stratégie nationale de développement rizicole (SNDR).

Le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage déploie ainsi l'approche « Pack Riz 2025 » afin d'assurer la transformation du secteur agricole qui va contribuer à la sécurité alimentaire et à l'autosuffisance alimentaire. Il s'agit d'un programme intégré d'intensification durable des cultures rizicoles. Cette initiative vise à renforcer les capacités des producteurs tout en améliorant significativement les rendements de productivité des exploitations familiales,

a-t-on appris. A cet effet, la promotion d'une formation de masse des producteurs est en vue. Près de 500 paysans dont des femmes et des jeunes issus des groupements dans le périmètre de Manankasina, commune rurale d'Ambohimanga Rova, district d'Avaradrano, dans la région Analamanga, en sont les premiers bénéficiaires. Cette formation a été marquée par le lancement officiel de l'accompagnement technique et matériel du ministère

de tutelle pour la préparation de la campagne rizicole 2025–2026.

Technique Pfumvudza

Cet accompagnement des producteurs permettra de renforcer leur résilience et l'inclusion des petits exploitants agricoles familiaux tout en vulgarisant des bonnes pratiques agricoles durables. Plus concrètement, ce département ministériel prévoit d'apporter un appui technique ciblé aux producteurs sur 70 ha de rizières à Manankasina, dans les mois à venir.



Des intrants composés de 1 500 kg de semences améliorées, de 10 800 kg d'engrais NPK et de 4 800kg d'urée seront distribués. En outre, un dispositif de suivi-évaluation incluant des fiches parcellaires, des visites de terrain

et des enquêtes auprès des producteurs, sera également mis en place. Par ailleurs, un programme de vulgarisation élargi de la technique Pfumvudza, est lancé au profit de ces producteurs. Cela consiste à diversifier les systèmes de cultures dans les zones de tanety ou des cultures en terrain non irrigués, selon les principes de l'agriculture de conservation.

Renforcement de capacité

Le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage a soulevé que le taux d'autosuffisance alimentaire reste faible malgré une hausse annuelle de la production, et ce, en raison d'un rendement de productivité stagnant et d'un taux d'utilisation des semences certifiées inférieur à 9% sur les cinq dernières années. C'est pourquoi, ce département ministériel promeut cette intensification rizicole en promouvant l'approche « Pack Riz 2025 » afin d'assurer la sécurité alimentaire. Dans la même foulée, un renforcement de capacité des techniciens agricoles issus des 19 directions régionales du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, a été organisé récemment à Toamasina en vue de mieux accompagner les producteurs. Cette formation portait sur la préparation des campagnes rizicoles 2025-2026 avec l'approche « Pack Riz », la maîtrise des bonnes pratiques agricoles, la vulgarisation du paquet technique PAPRiz et de la formation de masse des producteurs ainsi que l'encadrement des paysans formateurs.

15% de droits de douane : « Un succès diplomatique », selon Lantosoa Rakotomalala

ARH. | 04 AOÛT | LES NOUVELLES

Les États-Unis ont ajusté le taux de taxe douanière à la baisse, le fixant à 15% pour les produits en provenance de Madagascar, alors qu'il était initialement prévu à 47%. « Un succès diplomatique », selon l'Ambassadrice malgache, Lantosoa Rakotomalala à Washington, « résultant des efforts de plaidoyer menés par les autorités malgaches ». « Dès l'annonce de cette hausse tarifaire américaine, les services diplomatiques de Madagascar se sont mobilisés, pour défendre les intérêts commerciaux du pays », a assuré la diplomate dans une déclaration faite en fin de semaine.

La menace d'une taxe à 47% sur les exportations malgaches, selon elle, aurait fortement compromis la compétitivité de nombreux produits sur le marché

américain. Madagascar a obtenu une réduction significative, même si loin du taux zéro espéré.

La diplomate malgache rappelle toutefois que les discussions ne sont pas closes. Les pourparlers se poursuivent en vue de prolonger l'African Growth and Opportunity Act (AGOA), un accord permettant à plusieurs pays africains, dont Madagascar, de bénéficier d'un accès préférentiel au marché américain.

Et la représentante malgache aux États-Unis assure que le gouvernement malgache reste déterminé à faire entendre sa voix sur la scène internationale, pour soutenir son secteur productif. L'enjeu est désormais de maintenir la dynamique et d'obtenir des conditions commerciales encore plus favorables pour les années à venir.

Usine Star d'Ambatolampy : la SADC salue l'excellence industrielle malgache

ARH. | 04 AOÛT | LES NOUVELLES

La Semaine de l'industrialisation de la SADC, s'est clôturée par une visite stratégique à l'usine Star d'Ambatolampy, vendredi, effectuée par une cinquantaine de représentants régionaux, issus du secteur public et privé. Conduite par la secrétaire exécutive adjointe de la SADC, Angele Makombo N'Tumba, la délégation a découvert l'une des vitrines de l'agro-industrie malgache.

Cette immersion au cœur de la production industrielle locale, a mis en exergue le savoir-faire de la Star, un des principaux acteurs de la transformation agroalimentaire à Madagascar. La visite a aussi été l'occasion d'aborder les défis de l'industrialisation dans la région, notamment l'importance de la transformation locale et la valorisation des matières premières nationales.

L'usine d'Ambatolampy, fleuron du groupe Star, est à la fois performante et innovante. Elle transforme des produits locaux pour produire plus de 1,9 million d'hectolitres de boissons par an. Ce site représente à lui seul plus du tiers de la production annuelle de l'entreprise.

Respect des normes et qualité

Impressionnée par les installations, la secrétaire exécutive adjointe de la SADC a glorifié cette réussite industrielle.

Selon elle, « Star peut servir de modèle à suivre pour les autres pays de la région ».

L'usine répond par ailleurs aux normes internationales les plus exigeantes. Elle est certifiée FSSC 22000 (sécurité des denrées alimentaires), ISO 9001 (qualité), ISO 45001 (santé et sécurité au travail) et ISO 14001 (environnement). Ces distinctions confirment l'engagement de la Star, en faveur de la qualité, de la durabilité et du respect des normes.

Accès au financement : la CSBF consulte le secteur privé

ARH. | 04 Août | LES NOUVELLES

La Commission de supervision bancaire et financière (CSBF) change d'approche. Elle engage un dialogue direct avec les acteurs économiques pour améliorer le financement de l'économie malgache.

C'est la première fois que les deux collèges de la CSBF, en matière de supervision et de résolution, au grand complet, ont rencontré les principaux groupements professionnels (FIVMPAMA, SIM, GEM, GOTICOM, GFEM, OECFM), à Andakana, les 24 et 25 juillet sur le thème, « Promouvoir le financement de l'économie et améliorer la croissance », comme l'a annoncé la Banky foiben'i Madagasikara (BFM).

Le constat est unanime, « les entreprises, notamment les PME et les femmes entrepreneures, peinent à obtenir des financements ». Le coût élevé du crédit, l'absence de garanties suffisantes et la complexité des conditions bancaires, sont autant de freins aux entreprises. S'ajoute à cela un manque d'informations fiables sur les entreprises et leur environnement économique, en particulier dans le secteur informel.

Autre point souligné, les projets à impact social ou environnemental restent peu soutenus faute de mécanismes financiers adaptés. Pourtant, ces initiatives représentent souvent un fort potentiel d'innovation et d'utilité publique.

Actions à engager

Face à ces défis, les participants ont identifié plusieurs leviers d'action. La CSBF prévoit de « renforcer les mécanismes de garantie pour faciliter l'accès au crédit,

d'accélérer les réformes du secteur financier, de développer un marché des capitaux et d'encourager la finance durable, notamment pour l'énergie verte ». Elle veut aussi « encadrer davantage les services financiers numériques pour mieux protéger les usagers ».



Les groupements professionnels, de leur côté, s'engagent à « améliorer la transparence financière et à contribuer à la collecte de données économiques via la monographie régionale ». Les institutions financières, elles, se disent prêtes à clarifier leurs conditions de prêt et à élargir l'inclusion financière.

La CSBF souhaite inscrire cette dynamique dans la durée. Ces engagements mutuels pourraient, s'ils se concrétisent, renforcer la confiance entre finance et entreprises, et créer un écosystème plus inclusif et propice au développement productif.

Foire aux crédits - L'accès au financement facilité

IRINA TSIMIJALY | 05 Août | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

À Madagascar, la Foire aux Crédits & Investissements vise à simplifier l'accès au financement en proposant information, accompagnement et solutions à destination des particuliers, entrepreneurs et petites entreprises.

L'accès au crédit demeure un enjeu pour de nombreux citoyens malgaches, souvent découragés par le manque d'informations, la crainte de taux élevés ou la complexité administrative. Dans ce contexte, la Foire aux Crédits & Investissements, qui se tiendra les 30 et 31 août 2025 au Novotel Convention Center à Alarobia, entend proposer un espace d'échanges et de solutions pour ceux qui

souhaitent réaliser un projet ou répondre à des besoins quotidiens.

Organisée par assist&co, cette première édition souhaite rendre le crédit plus accessible et transparent. L'événement s'adresse aussi bien aux particuliers qu'aux jeunes porteurs de projets, petites entreprises ou familles.

Pendant deux jours, des représentants de banques, d'institutions de microfinance, de sociétés d'investissement, de promoteurs immobiliers, d'incubateurs, de concessionnaires et d'autres acteurs économiques seront présents. « Beaucoup de Malgaches ont des projets solides, mais ne savent pas comment les financer », explique un des organisateurs. « Cette foire souhaite leur offrir des solutions concrètes. » Pour Rojo Maharo de l'assist&co, présente lors de la conférence de presse hier au Novotel Alarobia, « le but n'est pas de pousser les gens à s'endetter, mais à oser entreprendre, à construire, et surtout à apprendre comment faire, comment gérer un investissement ». L'événement met en avant l'éducation financière et l'accompagnement.

Accompagnement et informations

Au programme : conférences, ateliers pratiques, panels thématiques et concours de projets en partenariat avec NextA. Les candidats sélectionnés bénéficieront de coaching, d'un bootcamp, et présenteront leurs idées

devant un jury d'experts. Les meilleurs projets seront récompensés.

Sur le plan réglementaire, une nouvelle circulaire entrée en vigueur le 17 juillet 2025 précise que la TVA ne s'applique pas aux prêts personnels, dits crédits à la consommation – par exemple pour l'achat de meubles, d'un véhicule, le financement d'études ou de travaux à domicile. Les entreprises et emprunteurs professionnels restent soumis à la TVA, tout comme les prêts immobiliers pour l'acquisition de terrains ou de logements. Les établissements de microfinance ne sont pas concernés par cette réglementation, afin de préserver l'accès au financement pour les publics les plus vulnérables.

« Cette mesure protège le pouvoir d'achat des ménages et soutient une consommation responsable », souligne Nirintsoa Ratovohery, représentante de la BMOI.

Le droit d'entrée est fixé à 5 000 ariary. Plusieurs partenaires tels que BMOI, ACEP, NextA, YAS, Mvola, Fiaro ou Home Pwer soutiennent l'initiative, qui vise à favoriser un accès élargi à l'information et au financement.

Investissement - Le Code minier s'ouvre à l'international

IRINA TSIMIJALY | 05 AOÛT | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Madagascar vient de franchir un pas stratégique pour attirer davantage d'investisseurs étrangers dans le secteur minier. Le Code minier, qui régit l'exploitation des ressources naturelles du pays, est désormais disponible en anglais et en chinois. Une manière de lever les barrières linguistiques, souvent perçues comme un frein par les acteurs internationaux.



Présentée officiellement le 1^{er} août au Mining Business Center à Ivato, cette initiative s'accompagne du lancement d'une plateforme numérique de télédéclaration. Désormais, les entreprises minières peuvent faire leurs déclarations en ligne, sans avoir à se déplacer. Un gain de temps, mais surtout un pas vers plus de transparence, selon les autorités.

Tahiry Rakotomalala, directeur de cabinet au ministère des Mines, voit dans cette traduction un outil essentiel pour rassurer les investisseurs. « Cela correspond à la Politique Générale de l'État. L'idée est de rendre notre législation plus lisible pour ceux qui veulent s'implanter »,

a-t-il expliqué. Le document peut être consulté gratuitement sur le site de l'EITI Madagascar.

Du côté des partenaires étrangers, cette ouverture est bien accueillie. Claire Pierangelo, ambassadrice des États-Unis, a rappelé que les entreprises américaines doivent respecter des règles strictes en matière de transparence. Pour elle, cette plateforme numérique est une garantie supplémentaire de sécurité juridique et de sérieux.

Autre nouveauté : les rapports EITI seront désormais publiés chaque année. Le prochain, prévu en 2026, regroupera les données de 2024 et 2025. Une évolution rendue possible par la digitalisation des procédures.

Enfin, un accord signé avec la Direction générale des impôts permet aux autorités d'accéder au registre des bénéficiaires effectifs des entreprises minières. Un outil de plus pour renforcer la redevabilité dans ce secteur long-temps opaque.

Avec cette série de réformes, Madagascar espère transformer son secteur minier : passer d'un simple pilier économique à un levier de développement durable, en impliquant les communautés locales et en respectant l'environnement.

Emballage - L'Enduma cible le marché régional

IRINA TSIMIJALY | 05 AOÛT | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le comité de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a effectué, le 1^{er} août, une visite à l'usine Enduma, située à Saropody, Tanjombato, dans le cadre de la semaine de l'industrialisation. Cette initiative visait à encourager la coopération industrielle entre les pays membres.

Enduma, filiale du groupe Trimeta, produit des sacs et emballages en polypropylène tissé, destinés à des secteurs tels que l'agriculture, l'industrie et la distribution. L'usine affiche une production hebdomadaire d'environ 30 tonnes, principalement destinée au marché national, mais déjà présente sur plusieurs marchés de la région de l'océan Indien.

L'entreprise, qui bénéficie de près de 50 ans d'activité et compte plus de 600 employés, cherche à renforcer sa présence à l'échelle régionale. « La SADC reconnaît la qualité et la capacité de production de l'entreprise malgache, capable de répondre aux besoins industriels des pays membres », indique un responsable de Trimeta Group. « Nous produisons des sacs techniques adaptés à

divers secteurs, et nos produits sont déjà présents sur plusieurs marchés dans la région de l'océan Indien. »



Selon la direction, cette visite pourrait favoriser de nouveaux partenariats avec les pays membres de la SADC. « Nous espérons que cette rencontre favorisera des partenariats solides et permettra d'élargir notre présence à l'échelle régionale », souligne un porte-parole du groupe.

Économie rurale : Lancement d'un élevage de tilapias hors sol à Ankily, dans l'Ihorombe

ANTSIA R. | 05 AOÛT | MIDI-MADAGASIKARA

L'Association Soakilonga Ankily, située dans le fokontany Ankily, district d'Ihohy (région Ihorombe), a officiellement lancé le 1^{er} juillet 2024 son premier essai d'élevage de poissons hors sol. Cette initiative fait suite à une formation dispensée par la Direction régionale de la Pêche et de l'Économie bleue (DRPEB) Ihorombe le 21 juin dernier. Le projet consiste en un bassin d'une capacité de 1,3 m³, aménagé avec des bâches, dans lesquels 150 alevins de tilapia d'environ 15 grammes ont été introduits. L'objectif de cette expérimentation est d'évaluer la faisabilité d'une production piscicole hors sol dans cette région à climat

sec. Si les résultats s'avèrent concluants, l'association envisage de multiplier les bassins pour étendre l'activité et améliorer les revenus locaux. L'Association Soakilonga exprime son espoir de bénéficier d'un accompagnement technique renforcé et d'un appui en équipements, que ce soit de la part de la DRPEB Ihorombe ou d'autres partenaires au développement. Ce projet pilote pourrait ainsi servir de modèle de résilience rurale, en contribuant à la sécurité alimentaire, à la diversification des activités économiques et à la valorisation des ressources locales.

Automobile - Les véhicules asiatiques dominent le marché de l'occasion

IRINA TSIMIJALY | 06 AOÛT | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les importations de voitures d'occasion en provenance d'Asie restent majoritaires à Madagascar. Ces véhicules continuent de séduire une large part des consommateurs.

Lors du lancement officiel du Groupement des importateurs de véhicules d'occasion à Madagascar (GIVEOM), organisé hier à Bonjuk, sur la route du By-Pass, les professionnels du secteur ont dressé un état des lieux d'un marché en mutation. Réunissant une trentaine d'acteurs, la nouvelle structure entend structurer une activité encore largement informelle, tout en pesant davantage dans les discussions avec les autorités.

Selon les données communiquées, près de 10 000 véhicules coréens d'occasion étaient importés annuellement avant la pandémie, contre environ 6 000 véhicules

européens. Le succès des marques comme Hyundai ou Kia s'explique par un positionnement tarifaire plus accessible, une meilleure disponibilité des pièces détachées et une fiabilité jugée satisfaisante.

« Hyundai est la marque la plus achetée par les Malgaches, elle domine très largement le marché », confirme un importateur membre du groupement.

Depuis la crise sanitaire, les importations européennes se sont nettement repliées, affectées par l'inflation, le renchérissement de l'euro – aujourd'hui au-delà de 5 100 ariary – et une fiscalité jugée lourde. À cela s'ajoutent des frais

portuaires élevés, notamment auprès de la SMMC et de la MICTSL.

« Ces charges pèsent lourdement sur les opérateurs, alors que le pouvoir d'achat reste faible », souligne Johny Rafanomezantsoa, membre du GIVEOM.

Un appel à réviser la réglementation

Le prix moyen d'un véhicule d'occasion s'élève à 20 millions d'ariary. Les modèles haut de gamme, quant à eux, peuvent atteindre 130 millions. Les véhicules asiatiques se distinguent également par un meilleur niveau d'équipement, notamment comparé aux modèles européens d'entrée de gamme.

Face au ralentissement des ventes et à la saturation des parcs automobiles, le GIVEOM plaide pour une révision

urgente du cadre réglementaire. Le groupement propose notamment un assouplissement des critères d'âge pour certains véhicules utilitaires, comme les camions et les minibus, utilisés dans le transport public.

« Nous suggérons de porter cette limite à 25 ans pour certaines catégories spécifiques », avance M. Rafanomezantsoa.

Outre la défense des intérêts de ses membres et la réduction de la pression fiscale, le GIVEOM entend favoriser un renouvellement progressif du parc roulant.

« À Madagascar, posséder une voiture reste un marqueur social fort. Malgré les contraintes économiques, la demande existe toujours », conclut Naina Marie Nicolas David Randriamisa, président du groupement.

Plateforme eForm : Vers une digitalisation des formalités de voyage à Madagascar

ANTSIA R. | 06 AOÛT | MIDI-MADAGASIKARA

Le tourisme malgache amorce sa transition numérique avec la future plateforme eForm. L'objectif fixé est de simplifier les formalités de voyage et améliorer l'expérience des passagers.

Une nouvelle étape vers la modernisation est franchie dans le secteur du tourisme malgache. Une réunion de consultation technique s'est tenue, lundi dernier, autour du projet eForm, une plateforme numérique destinée à remplacer les traditionnelles fiches de voyage papier par un système entièrement digitalisé.



Parmi les participants à cette rencontre figurent les représentants de la Confédération du Tourisme de Madagascar (CTM), représentant le secteur privé touristique, tout comme ceux de l'Office national du Tourisme de Madagascar (ONTM) et de l'entreprise Mada Ozi,

porteuse du projet. D'après les organisateurs, l'objectif de cette consultation était de formuler des recommandations techniques et de consolider les bases d'une opérationnalisation réussie.

Efficacité

La plateforme eForm ambitionne de fluidifier les formalités aéroportuaires, tout en mettant en place une base de données centralisée, sécurisée et conforme aux normes internationales, notamment celles de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI). D'après les informations, cela pourra se faire via l'intégration du système API PNR (Advance Passenger Information – Passenger Name Record). Outre l'amélioration de l'expérience voyageur, cet outil sera un levier stratégique pour une planification plus efficace des politiques touristiques. Il s'inscrit pleinement dans la feuille de route de la CTM, qui mise sur la transformation numérique comme vecteur de développement durable de la destination Madagascar, à court, moyen et long terme. La mise en œuvre de eForm marque ainsi un tournant dans l'approche de l'accueil des voyageurs, avec une vision tournée vers l'efficacité, la sécurité et l'innovation.

Banky Foiben'i Madagasikara : le taux directeur maintenu à 12,00%

ARH. | 06 AOÛT | LES NOUVELLES

Le Comité monétaire de la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) a choisi, lors de sa réunion hier, de maintenir le taux directeur à 12,00%. Une décision motivée par la volonté de laisser le temps aux effets de la dernière révision à la hausse du taux directeur, intervenue lors de la précédente réunion, de se déployer pleinement dans l'économie.

Dans un contexte international encore fragile, marqué par un ralentissement de la croissance mondiale à 3,0% selon les dernières données de juillet, la prudence semble de mise. Si les États-Unis enregistrent un ralentissement de leur activité, la zone Euro connaît une reprise modérée tandis que la croissance en Chine se stabilise. A l'échelle

mondiale, les banques centrales ont majoritairement opté pour le statu quo, alors que la désinflation progresse lentement.

Sur le plan national, les indicateurs sont plus encourageants, selon la BFM. « L'activité économique s'est redressée au deuxième trimestre 2025, et la croissance est attendue à 4,3% sur l'ensemble de l'année, portée principalement par le secteur tertiaire », note l'institution. « Le cours de l'Ariary reste stable, soutenu par les apports en devises liés aux projets de développement, ce qui a contribué à renforcer les réserves de change, couvrant désormais 6,3 mois d'importations », indique-t-elle.

Dans le même registre, la masse monétaire (M3) a augmenté de 13,9% en glissement annuel à fin juin. Cette dynamique est également soutenue par la croissance du crédit.

Mais, malgré cette expansion, l'inflation reste sous surveillance. En juin, elle s'élevait à 8,2%, encore éloignée de l'objectif de 5% à moyen terme. Toutefois, l'inflation sous-jacente continue de ralentir, atteignant 7,3%, signe de l'effet cumulatif des précédents resserrements monétaires.

La BFM anticipe la décélération de l'inflation, avec une projection à 7,8% d'ici fin 2025. Pour dire que la reprise de l'activité ne devrait pas générer de nouvelles tensions inflationnistes significatives, permettant de conserver des conditions monétaires jugées suffisamment restrictives.

La BFM consacre désormais une période d'observation, afin d'évaluer l'application de la dernière mesure adoptée. Toutefois, elle reste vigilante face aux incertitudes, notamment la volatilité des prix des matières premières, les tensions géopolitiques persistantes et les risques sur les échanges commerciaux mondiaux.

Mémoire d'études sur les pommes : le manque d'infos est un obstacle à l'exportation

SERA R. | 06 AOÛT | LES NOUVELLES

Pour Madagascar, la production annuelle de pomme atteint 704 tonnes, selon une étude menée par une étudiante de l'Institut d'enseignement supérieur d'Antsirabe du Vakinankaratra (IESAV), en vue d'obtenir sa licence en mention de gestion environnementale. La majorité de la production provient de la région du Vakinankaratra qui se trouve à une altitude de 1 400 m (63%), une situation très propice à leur production. D'après cette étude, menée dans les communes rurales de Soanindrariny et Tsarahonenana-Sahanivotry, du district d'Antsirabe II, les manques d'informations variétales ainsi que la technique de culture qui reste encore traditionnelle constituent un obstacle à l'exportation des pommes.

Afin de combler cette lacune, notre étudiante souligne qu'il faut passer à l'identification des variétés cultivées ainsi que leurs caractéristiques. Pour ce faire, elle propose d'inventorier les variétés cultivées, de déterminer et caractériser chaque variété et de quantifier la production.

D'après l'enquête menée dans le cadre de l'étude, 15 variétés ont été inventoriées dont le Golden et la Pomme mamy sont les plus cultivées. Cette préférence des pomiculteurs est orientée sur la production et la qualité des fruits, notamment sur le goût. Quant au pesage, les

variétés Mitsy, Granny, Smith, Fisakana, Calville et Golden ont les poids les plus élevées par rapport aux autres pommes (plus de 150 g).



Dans sa conclusion, notre étudiante a indiqué que l'inventaire des variétés montre qu'il existe des grandes variabilités des pommiers dans les zones d'études, permettant aux pomiculteurs de développer leur production, conformément à la demande du marché aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur, permettant ainsi de promouvoir les diversités des produits.

Menabe : Mahatratra 21 000 t ny vokatra tsaramaso

NJAKA A. | 06 AOÛT | LES NOUVELLES

Faritra anisan'ny tena mamokatra voamaina toy ny tsaramaso, ny kabaro, ny voanjo, sns, ny faritra Menabe. Mahakasika ny tsaramaso, nahatratra 21 000 taonina ny vokatra tany an-toerana nandritra ny taom-pambolena 2024, raha 10 000 taonina izany tao amin'ny distrika Miandrivazo. Anisan'ny tena mamokatra tsaramaso ny tantsaha any amin'ny lemak'i Betsiriry, distrika Miandrivazo. Manoloana izany, nifampidinika sy nifanakalo hevitra tamin'ny

teknisianina sy ny tantsaha any an-toerana, ny minisitry ny Fambolena sy ny fiompiana (MINAE), Hajarison François Sergio, ny herinandro lasa teo. Noresahina ny fikarohana paikady hanatsarana ny teknikam-pamokarana masomboly tsaramaso. Misy karazany efatra ny masomboly efa vokarina any an-toerana, ary miisa 10 ny tantsaha mamokatra azy io, ankehitriny. Satria, tanjona

ny hampiakarana ny vokatry voamaina, anisany ny tsaramaso, entina hanatrarana ny fahavitan-tena ara-tsakafo. Anisan'ny manohana ny tantsaha amin'ny fampiroboroboana ny fambolena any an-toerana ny tetikasa AD2M, famatsiam-bola avy amin'ny Tahirimbola iraisam-pirenena

hampandrosoana ny fambolena (FIDA) sy ny Tahirimbola fampiroboroboana ny fambolena (FDA). Nanampiana ny mpamokatra ny kojakoja-pamokarana masomboly, ny zezika ary ny fitaovam-pamokarana. Tohanana ara-teknika koa ny tantsaha hanatsarana ny fomba fambolena.

Conjoncture - La BFM maintient le taux directeur à 12%

IRINA TSIMIJALY | 07 AOÛT | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) joue la carte de la prudence. « Les conditions monétaires actuelles restent suffisamment restrictives pour consolider le processus de baisse de l'inflation », affirme-t-elle. Réuni le 5 août, le Comité de politique monétaire a maintenu son taux directeur à 12,00%, marquant une pause stratégique après le resserrement opéré en mai dernier.



Il y a trois mois, la BFM avait relevé son taux directeur de 150 points de base pour atteindre 12%, dans le but de freiner l'inflation et de prévenir une surchauffe dans un environnement international instable. Cette fois, la Banque centrale préfère « s'accorder une période d'observation et d'évaluation de l'impact » de cette hausse, avant toute nouvelle décision.

La croissance mondiale, ramenée à 3,0% selon les données de juillet, ralentit. Les économies avancées affichent des trajectoires divergentes : fléchissement aux États-Unis, reprise modérée en zone euro, stabilisation en

Chine. Les grandes Banques centrales ont, elles aussi, conservé leurs taux inchangés afin de maintenir le cap vers la désinflation, une tendance appelée à se prolonger.

Inflation encore lourde

Après un début d'année timide, l'économie malgache a rebondi au deuxième trimestre. La croissance devrait atteindre 4,3% en 2025, soutenue par le secteur tertiaire. L'ariary reste stable grâce à des entrées de devises liées à des projets de développement, permettant de porter les réserves de change à l'équivalent de 6,3 mois d'importations.

Sur les prix, le bilan est plus nuancé : l'inflation atteint encore 8,2% en juin, en partie tirée par la hausse du riz, produit de base dans la consommation des ménages. Autrement dit, les familles continuent de subir une pression importante sur leur budget alimentaire. L'inflation sous-jacente recule toutefois à 7,3%, signe que les hausses de taux précédentes commencent à produire leurs effets. La BFM table sur 7,8% d'inflation d'ici fin 2025, avec un objectif à moyen terme de 5,0%.

Pour la Banque centrale, les conditions monétaires actuelles suffisent à « préserver le dynamisme des activités économiques » tout en continuant à réduire l'inflation. Mais elle avertit que la volatilité des cours mondiaux des matières premières, la persistance des tensions géopolitiques et la montée des frictions commerciales pourraient peser sur les prix à Madagascar. La décision entre en vigueur le 6 août 2025.

Fier-Mada 26^e édition : une vitrine dynamique pour dynamiser l'économie rurale

ARH. | 07 AOÛT | LES NOUVELLES

La 26^e édition de la Foire internationale de l'économie rurale de Madagascar (Fier-Mada) a débuté hier, pour cinq jours, au stade Maki Andohatapenaka à Antananarivo. Véritable rendez-vous annuel des acteurs du monde agricole depuis 1999, l'événement réunit cette année plus de 450 exposants venus des quatre coins de l'île, dans un contexte où la recherche des débouchés commerciaux est à encourager, pour soutenir les producteurs ruraux.

Placée sous le thème « Afficher les informations commerciales dans les marchés communaux, les débouchés intérieurs et extérieurs pour développer et dynamiser la production rurale », cette édition représente un nouveau

défi pour le secteur : « faciliter l'accès des petits producteurs aux circuits de commercialisation ».

Pour Jacques Ramanantsoa, président de Fier-Mada, « les circuits commerciaux, tant internes qu'externes, doivent être implantés sur les marchés communaux afin de stimuler la production locale ». L'objectif étant ainsi de rapprocher producteurs et consommateurs pour favoriser l'écoulement des produits, améliorer les revenus agricoles et encourager la diversification économique en milieu rural.

Parmi les innovations, la création de « halls d'information » au sein des communes, inspirés de ceux de la Première République. Ce dispositif permettrait de centraliser les

données commerciales locales et internationales, rendant l'information accessible aux agriculteurs pour mieux orienter leur production. Jacques Ramanantsoa appelle le ministère du Commerce à jouer un rôle moteur dans cette dynamique, en coordonnant la recherche de débouchés et en renforçant l'accompagnement des filières.

Valorisation des savoir-faire

Ouverte gratuitement au public, la Fier-Mada est aussi un espace d'échange et de valorisation des savoir-faire locaux. Produits agricoles, pêche, artisanat, élevage,

innovations techniques... la diversité des stands reflète la richesse des terroirs malgaches et le potentiel inexploité du secteur rural.

Malgré les efforts consentis, le président de Fier-Mada déplore que les investissements restent insuffisants et trop éloignés des réalités du terrain. « Beaucoup a été fait, mais beaucoup reste à faire », a-t-il souligné. Par conséquent, il fait appel à un soutien plus direct et concret en faveur des producteurs vulnérables, souvent exposés aux aléas climatiques.

Crédits bancaires : pas de TVA pour les intérêts de prêt personnel

ARH. | 07 Août | LES NOUVELLES

L'Association Professionnelle des Banques (APB) informe que, conformément à la loi de finances n°2024-025 et aux précisions de la Direction générale des impôts (DGI), les intérêts sur des crédits bancaires sont désormais soumis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au taux de 20%. Cette mesure est entrée en vigueur depuis le 17 juillet 2025.

Dans un communiqué, l'APB et les divers établissements bancaires du pays précisent que « la TVA ne s'applique pas aux intérêts de prêt personnel appelé crédit à la consommation octroyé aux particuliers ». « Par particuliers, il faut entendre : tout emprunteur personne physique contractant un crédit auprès d'un établissement de crédit », ajoutent-ils.

Cette mesure découle des conclusions d'une réunion tripartite entre la Commission de Supervision Bancaire et Financière (CSBF), la DGI et l'APB. Elle vise à harmoniser le régime fiscal des opérations financières, tout en préservant certaines catégories d'emprunteurs. Ainsi, les crédits à la consommation octroyés aux particuliers restent exonérés de TVA, y compris les emprunts personnes physiques, les prêts contactés pour des besoins personnels tels que l'équipement du foyer, l'achat d'un véhicule, le financement d'études ou l'habitat.

En revanche, les entreprises, associations ou entrepreneurs individuels sollicitant un crédit dans un cadre professionnel, sont désormais tenus de s'acquitter de cette TVA sur les intérêts. Les prêts déjà contractés avant le 17 juillet, ne sont pas concernés. Ils conservent leur exonération jusqu'à leur terme, quelle que soit leur durée restante.



L'APB invite les clients à se rapprocher de leur banque pour toute précision. Elle souligne par ailleurs l'effort des autorités fiscales, pour préserver le pouvoir d'achat des ménages malgaches et réaffirme son engagement à œuvrer pour un secteur bancaire inclusif et au service du développement économique national.

Orinasa QMM : 858 000 dolara ho an'ny tontolo iainana

NJAKA ANDRIANTEFIARINESY | 07 Août | LES NOUVELLES

Manana paikady manokana hanarenana ny tontolo iainana sy ho fampandrosoana ny fiarahamonina ny orinasa QMM any Taolagnaro. Voakasik'izany ny fitantanana ny faritra arovana.

Misy ny fifanarahana fiaraha-miasa miisa enina eo amin'ny orinasa sy ny fanjakana malagasy. Mitentina 858 000 dolara ny tetibola atokan'ny QMM amin' izany, ampiasaina mandritra ny 5 taona. Miompana amin'ny fitantanana ny faritra arovana tantaniny, any Mandena, Sainte-Luce, Petriky sy ireo tohanany ara-bola any Bemangidy Tsitongambarika, sy Agnalazaha Mahabo, distrika Farafangana, faritra Atsimo Atsinanana. Ao anatin'ny asa hatao ny fambolena-kazo ho fandraisana andraikitra amin' ny maha orinasa (RSE) azy. Satria anisan'ny fanoitran'ny toekarena ny fanarenana ny tontolo iainana.

Miisa 800 000 ny zana-kazo hovokarina isan-taona, hiarahana amin'ny mpiara-monina. Miteraka fidiram-bola mivantana ho azy ireo izany. Homena vola 1 000 isaky ny zana-kazo isan'olona. Tafiditra ao anatin'io ny fambolena ny zana-kazo, ny fitaterana azy ary ny karaman'ny mpamboly. Sady mampandray anjara ny mponina amin'ny fanarenana ny zavaboahary koa izao hetsika izao.

Zavamaniry 5 isaky ny 1m²

Manome lanja ny fifamenoana ara-biolojika ny teknika ampiasaina. Zavamaniry karazany 5 isaky ny 1m² no hovolena, hampisy fiaraha-miaina amin'izy ireo, fa tsy miantehitra amin'ny voly tokana izay tsy mamokatra firy. Mamorona tontolo iainana matanjaka afaka miatrika ny haintany sady manatsara ny tany. Nizarana zana-kazo

fihinam-boa sy jiro mandeha amin'ny herin' ny masoandro ny mponina any Ampasy Nahampoana, ny 18 jolay teo. Nanatrika ny fotoana ny minisitry ny Tontolo iainana sy ny fampandrosoana maharitra (Medd), Andonirina Max Fontaine.

Manantena ny orinasa QMM fa hamadika ireo fanamby ara-tontolo iainana ho fampandrosoana, hametraka ny mpiara-monina ao anatin'ireo tetikasa fanarenana ny zavaboahary.

Chine : le commerce extérieur solide en juillet, déjouant les prévisions

07 AOÛT | FRANCE 24

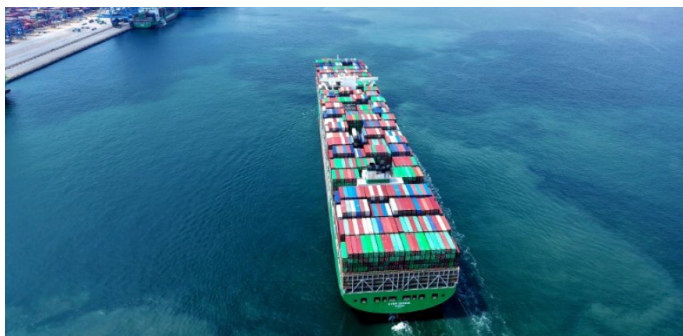
Le commerce extérieur chinois a bondi en juillet par rapport à l'an passé, selon des données des douanes publiées jeudi, déjouant les prévisions des économistes en pleine trêve dans la guerre commerciale entre Pékin et Washington.

Les deux premières économies mondiales se sont accordées le mois dernier sur le maintien d'une pause tarifaire afin de poursuivre leurs négociations commerciales.

Celle-ci fixe temporairement les droits de douane supplémentaires américains sur les produits chinois à 30%, tandis que les taxes chinoises sur les importations américaines restent à 10%.

Dans ce contexte incertain, les exportations chinoises ont bondi en juillet (+7,2% sur un an), selon les statistiques officielles, dépassant la prévision d'économistes sondés par l'agence Bloomberg (5,6%).

Les importations ont également grimpé de 4,1% sur un an, alors que les prévisions de l'agence Bloomberg tablaient sur une contraction.



Mais la trêve tarifaire entre Pékin et Washington doit prendre fin mardi, date à laquelle les droits de douane pourraient revenir à des niveaux plus élevés.

Et le doute persiste sur la capacité des deux puissances à s'entendre sur une trêve plus durable.

Le représentant américain au Commerce, Jamieson Greer, avait déclaré fin juillet après la dernière série de négociations à Stockholm que Donald Trump aurait le « dernier mot » sur toute extension de cette pause tarifaire.

Le président américain s'est félicité de l'entrée en vigueur jeudi à 04h00 GMT de nouveaux droits de douane frappant des dizaines de partenaires commerciaux — dont une taxe spectaculaire de 35% sur le Canada.

Baisse attendue

Washington a notamment conditionné la poursuite des négociations avec Pékin à la livraison de terres rares par la Chine, après que celle-ci a imposé des restrictions à l'exportation de ces matériaux indispensables à l'industrie énergétique, électronique et de l'armement.

Signe positif, les données des douanes chinoises publiées jeudi indiquent que les expéditions de terres rares sont restées solides en juillet, malgré une légère diminution après un pic en juin.

L'absence d'accord entre les deux puissances pourrait peser lourdement sur le commerce de la deuxième économie mondiale.

Les expéditions chinoises vers les États-Unis ont déjà chuté de 6,1% entre juin et juillet, selon les douanes chinoises, après avoir été un temps dopées par la constitution de stocks par crainte de nouveaux droits de douane. Le rebond des exportations observée en juillet a en réalité été porté par le commerce avec l'Europe et l'Asie, indiquent les données des douanes chinoises.

Les exportations chinoises vers l'Union européenne ont ainsi grimpé de 9,2% sur un an en juillet, et de 16,2% vers les pays d'Asie du Sud-Est, d'après ces chiffres.

La croissance des exportations chinoises « pourrait ralentir dans les mois à venir, la constitution anticipée de stocks pour échapper aux tarifs américains s'estompant », anticipe Zhiwei Zhang, économiste en chef chez Pinpoint Asset Management.

Les expéditions chinoises pourraient aussi être rapidement touchées par de nouveaux droits de douane américains sur les produits cherchant à contourner les tarifs via des pays tiers - notamment en Asie.

« La grande question est de savoir dans quelle mesure les exportations chinoises ralentiront et comment cela se répercutera sur le reste de l'économie », note Zhiwei Zhang.

L'État-parti chinois s'est fixé l'objectif ambitieux d'une croissance « d'environ 5% » du PIB en 2025.

Outre la guerre commerciale, le géant asiatique doit également faire face à une longue crise immobilière qui pèse sur le moral des consommateurs et les finances des collectivités locales.

La croissance des importations en juillet « pourrait refléter une constitution de stocks pour certaines matières premières plutôt qu'un redémarrage plus général de la demande intérieure », nuance ainsi Zichun Huang, économiste chez Capital Economics.

Des données publiées la semaine dernière avaient indiqué un recul plus marqué que prévu de la production manufacturière, signe de difficultés persistantes.

Les nouveaux droits de douane américains voulus par Donald Trump entrent en vigueur

07 AOÛT | FRANCE 24

Des surtaxes américaines sur les produits importés, comprises entre 15% et 41% selon les États, sont entrées en vigueur, jeudi, pour des dizaines de pays. Donald Trump cherche ainsi à rééquilibrer les échanges entre les États-Unis et ses partenaires.

C'est le jour J. Les nouveaux droits de douane américains sur les produits en provenance de dizaines d'économies sont devenus effectifs jeudi 7 août, esquissant le nouvel ordre commercial mondial voulu par Donald Trump.

Ces surtaxes, entrées en vigueur à 4h01 GMT, une semaine après la signature du décret par le président américain, viennent remplacer, pour les économies concernées, celle de 10% appliquée depuis avril sur quasiment tous les produits entrant aux États-Unis. Il s'agit, selon Donald Trump, de rééquilibrer les échanges entre les États-Unis et ses partenaires, qui « profitent » d'après lui de la première puissance économique.

« Des milliards de dollars, provenant en grande partie de pays qui ont profité des États-Unis en se frottant les mains, vont commencer à affluer aux États-Unis », a claironné le dirigeant sur son réseau Truth Social quelques minutes avant l'échéance.

Entre 15% et 41%

Ces surtaxes se situent dans une large fourchette, comprise entre 15% et 41%. L'Union européenne (UE), le Japon ou la Corée du Sud, qui comptent parmi les principaux partenaires commerciaux des États-Unis, sont désormais concernés par un taux d'au moins 15%.

Avant l'entrée en vigueur de ces nouvelles taxes, le taux effectif moyen appliqué aux produits entrant dans le pays était de 18,4%, le plus élevé depuis 1933, selon le centre de recherche Budget Lab de l'Université Yale. Cette hausse supplémentaire devrait porter ce taux à près de 20%, selon les analystes de Pantheon Macroeconomics. Cela en ferait le plus élevé depuis le début des années 1930, selon le Budget Lab.

Et de nouvelles annonces devraient suivre, puisque le locataire de la Maison Blanche souhaite également taxer les produits pharmaceutiques et les semi-conducteurs importés. Ces derniers, ainsi que les puces, devraient se voir appliquer une taxe de 100%, a-t-il précisé mercredi, sans plus de détails.

Certains pays, à l'image de la Suisse, ont tenté jusqu'au dernier moment de faire évoluer le taux qui leur a été affecté, la Confédération envoyant à Washington sa présidente, Karin Keller-Sutter, et son ministre de l'Économie, Guy Parmelin.

Seulement sept accords

Pour l'heure, alors que le gouvernement américain assurait que « des dizaines d'accords » seraient signés ces derniers mois, tout juste sept se sont matérialisés, notamment ceux avec l'Union européenne, le Japon ou le Royaume-Uni. Il s'agit le plus souvent de pré-accords, devant être formalisés, accompagnés de promesses d'investissements massifs aux États-Unis de la part des pays ou blocs concernés.

Rare exception, le Mexique a échappé aux nouvelles hausses. Le président Trump a prolongé de 90 jours les conditions douanières dont il bénéficie actuellement, à savoir 25% sur les produits entrant aux États-Unis en dehors de l'accord de libre-échange nord-américain.

En revanche, l'heure n'est pas à la détente avec le Canada, qui a vu, le 1^{er} août, augmenter la surtaxe appliquée sur ses produits à 35%. Le Premier ministre canadien, Mark Carney, a cependant relativisé l'impact de cette surtaxe, estimant que plus de 85% des exportations canadiennes vers son voisin n'étaient pas concernées.

L'administration Trump se montre particulièrement ferme avec certains pays. Donald Trump a ainsi signé la semaine dernière un décret imposant 50% de surtaxe douanière au Brésil, entré en vigueur mercredi. Là encore, les nombreuses exceptions font que moins de 35% des produits sont concernés, selon Brasilia. Cette surtaxe fait office pour Donald Trump de représailles contre les poursuites visant l'ex-président Jair Bolsonaro, son allié d'extrême droite, accusé d'avoir tenté un coup d'État après sa défaite à l'élection de 2022.



Les pays commencent néanmoins à s'adapter : le Brésil, qui a déposé plainte devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC), veut aider ses entreprises à diversifier leurs débouchés. De leur côté, le Canada et le Mexique veulent étendre leur coopération économique afin d'être moins dépendants des États-Unis, a souligné mercredi la présidente mexicaine, Claudia Sheinbaum.

Le président Trump a vanté les mérites des accords déjà conclus, qui gonflent les recettes publiques d'une économie largement endettée. L'impact des droits de douane continue cependant d'inquiéter les économistes, qui les voient peser aux États-Unis sur l'inflation, en hausse en juin à 2,6%, avec le risque de voir la croissance ralentir, les analystes s'attendant à ce qu'elle ne dépasse pas 1% en rythme annualisé sur le second semestre.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

